

Article

« Environnementalisme et syndicalisme au Canada anglais et aux États-Unis »

Robert Paehlke

Sociologie et sociétés, vol. 13, n° 1, 1981, p. 161-179.

Pour citer cet article, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/001540ar>

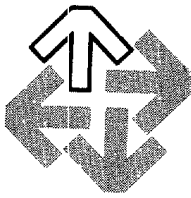
Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

Environnementalisme et syndicalisme au Canada anglais et aux États-Unis



ROBERT PAEHLKE

En Amérique du Nord anglophone, le mouvement environnementaliste devient discernable à partir du milieu des années 60. Dès 1970, il prend le pas sur les mouvements de droits civils ou antiguerre, et devient la forme la plus visible de la tendance progressiste au sein du système politique américain. Au Canada, seule la montée du nationalisme québécois l'a éclipsé. Les sondages¹ et les articles de presses consacrés aux problèmes de l'environnement² sont des indices de sa «visibilité». Une autre indication de la visibilité et de l'impact du mouvement, c'est le nombre des mesures législatives et des créations bureaucratiques engendrées par cette question, aux États-Unis et au Canada, particulièrement au début de la décennie, et peu après l'embargo arabe

1. Voir Frederick H. Buttel et W. L. Flinn, «The Structure of Support for the Environmental Movement, 1968-1970», *Rural Sociology* 39(1), p. 56-69; des mêmes auteurs, «Economic Growth versus the Environment: Survey Evidence», *Social Science Quarterly* 58 (3), p. 692-699; et de Gilbert Winham, «Attitudes on Pollution and Growth in Hamilton...», *Canadian Journal of Political Science* 5 (Septembre, 1972), p. 389-401.

2. L'importance des média pour le mouvement environnemental est étudié par D.A. Chant dans «Pollution Probe: Fighting Polluters with their own weapons», dans Paul A. Press (édit.), *Pressure Group Behaviour in Canadian Politics*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1975 — ce sujet nécessiterait un plus grand nombre d'études.

sur le pétrole, en 1973³. Malgré tout, peu d'études ont été consacrées à l'environnementalisme comme mouvement social, ou comme structure, et selon moi, on n'a pas suffisamment souligné l'influence de l'environnementalisme sur la tradition idéologique de la gauche politique⁴.

Cet article décrit et analyse les rapports entre deux mouvements : le syndicalisme et l'environnementalisme en Amérique du Nord anglophone. Il sera question d'abord du mouvement de conservation, qui est à l'origine de l'environnementalisme ; puis des conflits possibles entre les environnementalistes et la gauche traditionnelle. Ensuite, nous ferons un bref historique des relations récentes entre les organisations syndicales et environnementales, et nous parlerons des écrits concernant deux questions importantes et liées entre elles : les maladies industrielles (la pollution en milieu de travail) et l'impact des revendications des environnementalistes sur le niveau de l'emploi. Nous concluons en analysant les perspectives à long terme de coopération entre environnementalistes et syndicalistes.

LA GENÈSE DE L'ENVIRONNEMENTALISME

La source historique de l'environnementalisme, c'est le mouvement de conservation qui a débuté vers le milieu du dix-neuvième siècle, en Amérique du Nord⁵. Henry David Thoreau a souligné dans ses écrits et ses discours l'importance de la nature, de son appréciation et de sa préservation ; en 1851, il déclarait : «...la grande nature préservera le monde.» Dans ses *Oiseaux d'Amérique*, John James Audubon exprimait différemment les mêmes préoccupations ; il écrivait notamment : «Les moulins voraces racontent cette triste histoire : dans un siècle, les nobles forêts n'existeront peut-être plus⁶.» À cette époque et jusqu'au début de notre siècle, beaucoup d'autres ont exprimé des inquiétudes semblables.

L'intérêt pour la nature et les loisirs de plein air a provoqué la création et la défense des deux systèmes de Parcs nationaux, et plus tard, la création et la défense des forêts nationales aux États-Unis, ainsi que la conservation et la protection des Terres de la Couronne, au Canada. Cela impliquait une réglementation de l'industrie forestière qui n'a jamais été appliquée avec succès

3. De cette période datent Environnement Canada ; Environment Protection Administration (EPA), Occupational Health and Safety Administration et Department of Energy aux États-Unis. Au sujet de l'aspect réorganisation administrative au Canada, consulter David Estrin et John Swaigen (édit.), *Environment on Trial* (éd. rév.), Toronto, Canadian Environmental Law Research Foundation, 1978.

4. La gauche est particulièrement concernée, ici, parce que, comme nous le verrons plus tard, l'environnementalisme met en cause la définition même du socialisme. La plus intéressante étude concernant le mouvement environnementaliste est peut-être celle de Allan Schnaiberg, *The Environment from Surplus to Scarcity*, New York, Oxford University Press, 1980.

5. Roderick Nash, *Wilderness and the American Mind*, New Haven, Yale University Press, 1967.

6. Citation dans *ibid.*, p. 97.

7. Pour plus de renseignements concernant ce point, voir mon texte, *The Teaching of Environmental Studies in Ontario Universities*, ronéo., écrit pour Ontario Universities Programme in Instructional Development, avril 1977, disponible chez l'auteur.

dans les deux pays; néanmoins, cette réalisation a joué un rôle important dans l'histoire de l'Amérique du Nord.

Les principales figures de ce mouvement, aux États-Unis, furent Francis Parkman, fils, Horace Greeley, George Perkins Marsh, John Muir, Gifford Pinchot, Aldo Leopold; et au Canada, Clifford Sifton, Elihu Stewart, Judson Clark et particulièrement Bernhard Fernow, qui a également joué un rôle important aux États-Unis. Les principaux organismes du mouvement de conservation américain furent le Sierra Club, la Audubon Society, la National Wildlife Federation, la Isaak Walton League, et au Canada, la Commission de Conservation (une agence gouvernementale), les fédérations de naturalistes et de protection de la faune, la Canadian Nature Federation et l'association des Parcs nationaux et provinciaux. Les grandes réalisations de l'ère de la conservation ont eu lieu entre la Guerre civile américaine et la Première Guerre mondiale. Mais en 1955, aux États-Unis, on comptait pas moins de soixante-dix-huit organismes de conservation nationaux et deux cent cinquante-six au niveau des États⁸. Ce mouvement aux États-Unis représente encore plus d'un million d'adhérents, et certains organismes regroupent plusieurs centaines de milliers de membres. Au Canada, l'organisation la plus importante, la Canadian Wildlife Federation, a plus de 200 000 membres, et d'autres en ont des dizaines de milliers. On voit que les organisations pour la conservation, particulièrement aux États-Unis, demeurent très actives tant au niveau du recrutement que du financement.

Quand on compare l'histoire des mouvements de conservation canadiens et américains, on s'aperçoit que ces derniers ont toujours été les pionniers (tant pour les parcs nationaux que pour la protection de la forêt). Le Parc de Yellowstone, le premier Parc national américain, fut créé environ quatorze ans avant celui de Banff, à la suite de pressions exercées par l'opinion publique. Par ailleurs, il semble que les parcs canadiens furent institués grâce à l'initiative du gouvernement fédéral, qui en confia la réalisation à d'habiles fonctionnaires, comme notamment, J. B. Karkin. Dans un article curieusement intitulé: «Le mouvement des parcs nationaux au Canada», J. I. Nicol écrit: «D'une façon générale, il est douteux que l'on puisse parler de l'existence d'un mouvement en faveur des parcs nationaux au Canada⁹.»

Au Canada, il s'est agi d'une opération gouvernementale qui avait le caractère d'une entreprise, et dont le cobénéficiaire direct fut le Canadien Pacifique¹⁰.

8. E. Arnold Hanser et C.W. Mattison, *The Nation's Interest in Conservation 1905 and 1955*, Washington, D.C., 1955, p. 1.

9. J.J. Nicol, «The National Parks Movement in Canada», dans J.G. Nelson et R.C. Scace, (édit.), *Canadian Parks in Perspective*, Montréal, Harvest House, 1969, p. 3. Il faut ajouter que certains Canadiens contemporains ne considèrent pas les Parcs nationaux comme une mesure inédite assurant la qualité de l'environnement, mais comme une «solution» bureaucratique aux problèmes posés par la nature. Voir Wayland Drew, «Killing Wilderness», *Ontario Naturalist*, septembre 1972 et John H. Wadland, *Ernest Thompson Seton: Man and Nature and the Progressive Era, 1880-1915*, New York, Arno Press, 1978, chap. 1.

10. Robert Craig Brown fait état de la théorie de l'utilité dans: «The Doctrine of Usefulness: Natural Resource and National Park Policy in Canada, 1887-1914», dans *ibid.*, p. 46-62, voir surtout les pages 49 et 50 sur les motivations pour la création de Parcs nationaux.

La préservation de la forêt (qu'il ne faut pas confondre avec la création de parcs) est un mouvement tard venu au Canada, et il s'est opposé tout autant aux initiatives gouvernementales concernant les Terres de la Couronne, qu'à la rapacité de l'entreprise privée. À ce sujet, deux citations de Nelles peuvent nous éclairer :

Le problème au sujet des forêts, ce n'était pas que le public tirait trop peu de revenus de leur exploitation, mais qu'il en tirait trop. On commençait à se rendre compte que plusieurs gouvernements avaient vendu du bois pour payer leurs dettes¹¹.

et celle-ci :

C'est en présumant que la propriété impliquait nécessairement une bonne administration que les Américains ont fait croisade en faveur de la propriété publique, mais les conservationnistes canadiens ont appris, par expérience, qu'il n'en était pas nécessairement ainsi¹².

De ceci, on peut conclure que les Américains étaient naïfs de croire que la propriété gouvernementale et/ou des règlementations mettraient nécessairement fin aux abus des puissances économiques ; ou que les Canadiens ont raté des occasions de mobiliser l'opinion publique contre les grandes compagnies.

Plusieurs des fondateurs du mouvement de conservation aux États-Unis appartenaient à de grandes familles, et la plupart des membres venaient du milieu petit-bourgeois éduqué, ce qui était d'ailleurs le cas pour la plupart des associations bénévoles, sauf pour le syndicalisme et pour les groupes défendant des intérêts ethniques ou raciaux. Au Canada, on pouvait prévoir que la conservation n'intéresserait que des professionnels où les fonctionnaires qui s'occupaient de cette question.

Aux États-Unis, ce fut davantage un « mouvement », qui a d'ailleurs mené de nombreuses luttes politiques, et dont l'action était basée sur une pensée assez sophistiquée, bien que cette pensée n'ait jamais eu un caractère partisan ou idéologique. En outre, aucun des porte-parole américains ou canadiens de ce mouvement ne contestait l'autorité politique, la structure des institutions, ou la nature du système économique nord-américain. Notons, finalement, que dans l'esprit d'un certain public (notamment chez les hommes d'affaires et les travailleurs) la cause des conservationnistes était considérée comme futile et même ridicule¹³. Cette réaction se traduit par le sens que l'on donnait à l'expression « bird-watcher » dans la mentalité populaire du siècle dernier.

Le mouvement de conservation a donc précédé le mouvement environnemental ; maintenant, les deux coexistent, bien qu'ils soient distincts. L'un

11. H.V. Nelles, *The Politics of Development : Forests, Mines, and Hydroelectric Power in Ontario 1849-1941*, Toronto, Macmillan of Canada, 1974, p. 182.

12. *Ibid.*, p. 203.

13. Cela ne veut pas dire que la conservation, dans sa version nord-américaine, était fondamentalement contraire aux intérêts des hommes d'affaires, et même aux industries d'extraction. Au contraire, nous avons la preuve que le monde des affaires a bien accueilli et même soutenu le mouvement de conservation, surtout dans la période progressive. Voir à ce sujet la très importante étude de Samuel P. Hays, *Conservation and the Gospel of Efficiency : The Progressive Conservation Movement, 1890-1920*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1959.

n'a pas supplanté l'autre : il s'agit de deux modes de pensée et d'organisation. On peut dire que la théorie environnementaliste s'est développée à partir du très important livre de Rachel Carson : *Silent Spring*¹⁴. Au cours de la décennie qui a suivi sa publication, on a vu naître des centaines d'organisations dites, antipollution, pour faire face à des problèmes très divers, y compris la pollution de l'air, de l'eau, de la terre et de la nourriture. Ce mouvement n'avait pas pour premier objectif, la conservation de la nature ou des forêts pour leur importance psychologique ou philosophique, ni pour leur valeur comme aires de récréation, ou pour l'avenir de l'industrie forestière. Sa première préoccupation était la destruction de la nature dans les zones agricoles et les centres industriels, destruction qui menace les bases biologiques de la santé humaine. Il s'agissait donc d'un problème immédiat, fondamental, urbain et concernant toutes les classes, car si tout le monde ne dispose pas du temps et de l'argent nécessaires pour profiter des loisirs en pleine nature, par contre, tout le monde mange, boit et respire. Il est difficile de considérer comme inutile la lutte pour la survivance¹⁵, proposée par les environnementalistes.

Le mouvement s'est d'abord attaqué à des problèmes de pollution, puis à des problèmes de ressources et d'énergie, après la publication de l'important livre intitulé : *Limits to Growth*, et la crise de l'énergie, en 1973. Le degré de conscience est très variable, au sein du mouvement, et l'observateur doit en déterminer la composition à partir de ce critère¹⁶. Ceci dit, on peut établir quatre distinctions majeures entre le mouvement environnemental et le mouvement de conservation. Premièrement, dès le milieu des années 60 jusqu'à maintenant, en passant par les luttes antipollution, antinucléaire et anti-déchets toxiques, le mouvement environnemental a véhiculé des éléments politiques et même idéologiques dans sa démarche. Son idéologie, contrairement aux autres, dans le monde moderne, a une dimension antitechnologique. Deuxièmement, ce ne sont pas seulement les régions éloignées des centres qui l'intéressent ; les problèmes peuvent concerner la viabilité de la biosphère, soit chaque région, distante ou proche. Troisièmement, ainsi que le dit Schnaiberg :

Les nouveaux groupes environnementaux contestaient la logique des décisions touchant les investissements privés, ainsi que le modèle traditionnel de l'expansion de la production pour assurer la croissance économique¹⁷.

Et quatrièmement, le mouvement environnemental a une forte tendance à la frugalité qui provient d'un rejet de la société de consommation nord-américaine. Évidemment, Thoreau et d'autres pionniers de la conservation ont éga-

14. Rachel Carson, *Silent Spring*, Boston, Houghton Mifflin, 1962, et voir aussi Frank Graham, Jr., *Since Silent Spring*, Boston, Houghton Mifflin, 1970.

15. Le mouvement environnemental parle de « survivance » au point où l'on pourrait dire comme Shakespeare qu'ils « insistent trop ». On pourrait faire le lien entre cette hantise de la survivance et cet énorme corpus littéraire qui rattache le féminisme à l'environnementalisme, et qui accorde une telle importance au concept de « survivance » dans la littérature canadienne, notamment dans l'œuvre de Margaret Atwood.

16. Voir les distinctions faites par Schnaiberg dans « Politics, participation, and pollution : the « environmental movement », dans John Walton et Donald E. Carns (édit.), *Cities In Change : Studies in the Urban Condition*, Boston, Allyn & Bacon, Inc., 1977.

17. Schnaiberg, *The Environment from Surplus to Scarcity*, p. 369-70.

lement prêché une certaine austérité. Mais au milieu du vingtième siècle, en Amérique du Nord, une telle attitude morale semble menacer directement les mœurs régnautes, et les structures socioéconomiques établies.

Les trois premières caractéristiques ont orienté le mouvement environnemental vers des alliances, ou tout au moins une certaine coopération avec la gauche traditionnelle et le mouvement syndical. La quatrième caractéristique, et l'aspect antitechnologique de la première font obstacle à cette solidarité; mais grâce à une entente sur ces deux points, on peut prévoir la possibilité d'une solide coopération future.

L'ENVIRONNEMENTALISME ET LA GAUCHE TRADITIONNELLE

Les environmentalistes mettent en cause les conséquences involontaires du processus de production et de consommation dans une société moderne, industrielle et technologique. La gauche traditionnelle mettait surtout en cause la distribution des biens de consommation dans la société. On croyait pouvoir remédier aux conséquences involontaires en supprimant les profits excessifs, ou grâce à une administration sage dans les pays socialistes. En général, on n'en tenait pas compte. Marx, même s'il n'était pas Thoreau, a fait preuve, pour un homme de son temps, d'une remarquable sensibilité aux problèmes de l'environnement. Néanmoins, il avait une foi typiquement dix-neuvième siècle dans le développement technologique, comme la plupart des marxistes depuis ce temps. Le communisme, qui serait la satisfaction des besoins de tous, exige l'abondance, ainsi que la propriété et/ou l'administration collectives des moyens de production.

Ici, on me pardonnera de résumer l'histoire occidentale récente en quelques simples phrases; acceptons, pour le moment, ce qui suit: la petite bourgeoisie n'a pas disparu, au contraire, et dans sa croissance, elle s'est enrichie; son travail lui a apporté de la satisfaction *et* un certain nombre de privilèges symboliques. Les travailleurs ont reçu de l'argent (les ouvriers syndiqués dans l'industrie) de l'argent et une certaine satisfaction (les ouvriers syndiqués des différents métiers) *ou* un statut social (les cols blancs non syndiqués). Personne n'a pris le pouvoir, et le consommateur de la classe ouvrière ou de la classe moyenne a reçu une plus grande «quantité de potage» que Marx lui-même n'aurait pu le croire possible.

Tant que la croissance économique s'est poursuivie, la question du pouvoir ou celle de la distribution ont fait l'objet de compromis, ou ont été escamotées dans la plupart des pays occidentaux. La gauche traditionnelle prêchait dans un désert industriel. Tant que les individus et les collectivités ont pu bénéficier d'une augmentation absolue de la richesse, un plus grand partage relatif ne semblait pas leur importer. Et s'ils réclamaient plus de pouvoirs, on pouvait leur faire croire que cela mettrait en danger la poule aux œufs d'or. Quant aux nombreuses minorités victimes de ce système, elles étaient invisibles, ou méritaient présumément leur sort.

La *réalité* environnementale, c'est-à-dire les limites en approvisionnement de ressources essentielles, particulièrement en pétrole, en gaz naturel

et en bois¹⁸ dans le tiers monde a freiné temporairement la croissance économique. Il faut dire aussi que le *mouvement* environnemental a souvent eu pour effet d'influer sur la redistribution des investissements du secteur des produits de consommation pour les orienter vers la création et la production de biens de capital — réduisant ainsi la rentabilité du capital. C'est particulièrement le cas pour les principales sources d'énergie du milieu du vingtième siècle, soit les sables bitumineux, les puits de pétrole au large des côtes, l'hydroélectricité, le charbon ou l'énergie nucléaire. La combinaison de la limite des ressources et de la production environnementale ralentit la croissance du revenu personnel «réel», en termes de dollars. Plusieurs environmentalistes ont horreur d'admettre cela, mais il faut dire que ce problème comporte aussi des solutions, comme une utilisation plus efficace de l'énergie ou un recyclage plus général. Les contradictions et les conflits politiques entre les environmentalistes et la gauche traditionnelle demeurent nombreux. Les environmentalistes veulent restreindre à la fois l'exploitation de l'énergie nucléaire et du charbon, ils se sont opposés au projet de la baie de James et à celui de la vallée du Mackenzie, ainsi qu'au pipeline de l'Alaska, ils demandent qu'on interdise les contenants jetables et ainsi de suite. Plusieurs syndicats sont favorables à tous ces projets, et aucun ou presque n'a adopté une attitude environmentaliste à leur sujet, ce qui a engendré un antagonisme entre les deux parties. La gauche non syndicale, se trouvant coincée, observe une espèce de neutralité sur ces questions. Ainsi, Ronald Reagan est ovationné dans une ville minière quand il déclare : «La pureté de l'air, ça suffit; nous voulons du travail.» Le Nouveau Parti démocratique de l'Ontario révisé sa position quant à une loi sur le recyclage des contenants, à cause de l'opposition d'un petit syndicat, et la gauche marxiste de l'Amérique du Nord anglophone reste sourde aux revendications du mouvement environnemental, presque autant que les travailleurs nord-américains sont restés sourds aux questions soulevées par la gauche en matière d'économie politique.

Il y a cinq raisons qui permettent d'espérer que le fossé qui sépare les trois parties en cause (la gauche, les syndicats et les environmentalistes) va se rétrécir.

Premièrement, une coopération entre syndicalistes et environmentalistes s'est déjà établie sans bruit. Deuxièmement, il semble prouvé qu'il n'existe pas de contradictions entre les exigences des environmentalistes et la nécessité pour les travailleurs d'avoir un emploi; en fait, c'est le contraire qui semble vrai. Troisièmement, le problème des maladies industrielles concerne les deux parties. Quatrièmement, le freinage de la croissance économique peut créer un terrain d'entente entre le syndicalisme et la gauche, sur la question de la distribution économique *relative*, attendu que ce sera la seule possibilité de progrès pour les travailleurs. Et cinquièmement, les revendications environnementales relancent automatiquement le débat sur la question du contrôle économique et technologique, débat ignoré dans la plupart des milieux syndicaux de l'Amérique du Nord, pendant la période de croissance économique.

18. Erik Eckholm, *The Other Energy Crisis : Firewood*, Washington, Worldwatch Institute, 1975.

Nous discuterons d'abord les trois premiers points, et nous reviendrons plus tard, sur les deux autres.

CONTACTS ENTRE SYNDICALISTES ET ENVIRONNEMENTALISTES

Il sera essentiellement question, ici, des contacts entre organisations dont on a fait état dans des publications. Cette étape fut précédée de rencontres officieuses entre les syndicats et le mouvement environnemental. Dans beaucoup de cas, ce sont des militants syndicaux qui s'intéressaient aux divers problèmes de l'environnement (à la conservation, à la lutte antipollution, aux campagnes de recyclage, à l'économie de l'énergie et à l'utilisation de nouvelles sources d'énergie). Cela s'est surtout produit dans des centres ouvriers comme Sudbury ou Windsor, en Ontario, et à Michigan, aux États-Unis. Il s'agissait d'une participation individuelle : comme consommateurs, citoyens ou pêcheurs. C'est plus tard que les problèmes de l'environnement ont fait l'objet d'un travail syndical.

Ce sont les Travailleurs unis de l'auto (T.U.A.) qui furent les premiers à établir des contacts formels entre syndicalistes et environnementalistes. Les Travailleurs du pétrole et de la chimie, ainsi que le Sierra Club ont également joué un rôle important. Le défunt président Walter Reuther, des T.U.A. était pour la conservation, bien avant que l'environnement devienne la préoccupation d'un grand nombre de gens. On m'a raconté qu'à la table de négociations, vers la fin des années 60, il avait conjuré la compagnie Chrysler de se mettre à fabriquer de petites voitures. En 1971, les T.U.A. ont organisé une conférence réunissant des environnementalistes et des syndicalistes à leur centre éducatif de Black Lake, Michigan. En juin 1971, devant un comité sénatorial, le nouveau président des T.U.A., Leonard Woodcock, accusa les pollueurs de vouloir diviser les syndicalistes et les environnementalistes, et il lança un appel à la coopération entre les deux groupes. Après avoir louangé les environnementalistes non syndicalistes, il ajouta :

La menace de la dégradation de l'environnement est trop grave pour que les seuls environnementalistes puissent la contrer, car sans l'appui de tout le peuple américain, et surtout des travailleurs et des populations urbaines les plus démunies qui sont les premières victimes de la pollution, les environnementalistes lutteront pour une cause perdue¹⁹.

Le Bulletin du Sierra Club de décembre 1971, a publié intégralement sa déclaration. Woodcock se prononce en faveur de la coopération, et comme la citation l'indique, il était conscient du fait que la pollution menaçait davantage certaines classes ou races²⁰.

19. Woodcock, Leonard, «Labour and Politics of Environment», article du *Sierra Club Bulletin*, 56, décembre 1971, p. 15, publié en brochure par le Comité de Conservation et de Récréation des T.U.A.

20. Plusieurs études qui confirment ce point de vue sont cités par Virginia Brodine dans «Point of Damage», *Environment*, 14, mai 1972, p. 2-15, et par Famida Handy, dans «The Distribution of Air Pollution in Hamilton, Ontario», *Alternatives*, 6, printemps, 1977.

Le mérite des initiatives des T.U.A. sur les questions d'environnement revient, en grande partie, à son Service de conservation et de récréation, dirigé par la vice-présidente Olga M. Madar. Les T.U.A. sont un des rares syndicats désireux et capables de consacrer les énergies d'une partie de leur personnel régulier à de telles questions. On peut donner deux exemples qui illustrent le niveau de conscience de ce service, concernant l'environnement. Premièrement, citons la résolution adoptée au 23^e Congrès des T.U.A., en 1972 :

Dans les villes d'aujourd'hui, un des principaux problèmes, c'est celui d'un système de transport équilibré. Il est particulièrement important d'assurer ce service à ceux dont les besoins sont insatisfaits : les résidents de la ville, les personnes âgées et les travailleurs qui ont un emploi dans la région métropolitaine²¹.

Le syndicat a demandé que le budget pour les autoroutes soit désormais consacré à toutes les formes de transport. C'est une attitude remarquable pour un syndicat dont la plupart des membres sont employés dans l'industrie de l'automobile.

Ce qui est encore plus impressionnant, à cet égard, c'est le Centre d'éducation des T.U.A., à Black Lake, où des milliers de syndicalistes et leurs familles vont étudier chaque année. De sévères restrictions sur l'utilisation des voitures protègent la beauté naturelle de ce site. À l'intérieur de cet ensemble, il faut se déplacer à pied ou en minibus : les voitures sont garées à l'extérieur. Cela ne signifie pas que le syndicat ne se portera pas à la défense de l'industrie de l'auto, si les travailleurs sont menacés de licenciement. Par ailleurs, sa stratégie au sujet des moyens de transport est étonnamment complexe et libre par rapport à l'automobile, dans la mesure où le gagne-pain de ses membres demeure assuré.

Deuxièmement, nous devons souligner l'attitude des T.U.A., en 1972, au sujet de l'énergie nucléaire, dont la résolution se lit en partie comme suit :

Que l'environnement soit menacé par la pollution thermique et les radiations, par les déchets radioactifs, et par les pannes des systèmes de sécurité est la preuve que beaucoup de questions à ce sujet n'ont pas encore reçu de réponses adéquates²².

Le mouvement environnemental canadien, à cette époque, était loin d'être aussi avancé²³.

À leur centre d'éducation de Black Lake, les T.U.A. ont installé des systèmes de conservation de l'énergie conventionnelle, et de production d'énergie nouvelle. Cela comprend une piscine et une douche chauffées à l'énergie solai-

21. Brochure des T.U.A., « 1973 — UAW Resolution on Ecology and Natural Resources », adoptées par les délégués le 23 avril, 1972, p. 3.

22. *Ibid.*, p. 4.

23. Voir, par exemple, mes références dans mon article : « James Bay Project Environmental Assessment in the Planning of Resource Development », dans O.P. Dwivedi (édit.), *Resources and the Environment : Policy Perspectives for Canada*, Toronto, McClelland and Stewart Limited, p. 146. Je cite des sources indiquant que les environnementalistes canadiens, en 1972, favorisaient sans discrimination l'énergie nucléaire.

re, une éolienne à rotor Darius dont l'énergie est emmagasinée dans des batteries de voitures, etc. Ces installations sont à la fois économiques et bien visibles; on explique également comment elles fonctionnent. La plupart datent d'avant 1976, soit au tout début du recours aux énergies douces.

Un autre syndicat nord-américain qui a établi des contacts avec le mouvement environnemental, c'est celui des Travailleurs du Pétrole, de la Chimie et de l'Industrie atomique (T.P.C.I.A.) Michael McClosky, administrateur général du Sierra Club, s'adressait en ces termes au congrès des T.P.C.I.A., en 1973 : « L'invitation que vous m'avez adressée reflète votre ouverture d'esprit, et le fait que j'y aie répondu prouve la maturité croissante du mouvement environnemental²⁴. » Son discours est un bon compte rendu des efforts de coopération entre syndicalistes et environnementalistes, et il souligne, en particulier, l'appui donné par les T.P.C.I.A. à la campagne contre les avions supersoniques, qui s'est terminée par la victoire des environnementalistes; il note également la participation du Sierra Club aux efforts des T.P.C.I.A. en vue d'obtenir des conditions de salubrité sur les lieux de travail, dans l'industrie du pétrole et ailleurs. McClosky prêche en faveur de la poursuite de cette collaboration :

Le mouvement environnemental ne peut réussir que si sa cause correspond aux objectifs légitimes du peuple, et la sécurité au travail en est un des plus importants. La protection de l'environnement ne peut se faire aux dépens de la justice sociale, de même que le progrès vers une justice sociale serait éphémère, s'il se faisait aux dépens de la salubrité de l'environnement²⁵.

Le syndicat et le Sierra Club ont fait imprimer et distribuer ce discours sous forme de brochure.

Anthony Mazzocchi, directeur de comité pour la citoyenneté et la législation, aux T.P.C.I.A. a fait beaucoup pour la santé au travail, et il a été, pendant plusieurs années, membre de l'exécutif du Scientists' Institute for Information, qui publie l'important magazine environnementaliste intitulé : *Environment*. Mentionnons également que Jeanne Stellman et Susan Daum ont fait une grande partie de leur travail de recherche pour leur livre : *Work is Dangerous to Your Health* quand elles étaient à l'emploi des T.P.C.I.A.²⁶. Ce livre demeure le meilleur ouvrage de vulgarisation concernant les maladies industrielles. Plusieurs articles ou événements méritent d'être mentionnés, avant que nous n'abordions d'une façon plus détaillée la question de la santé sur les lieux du travail.

Il s'agit d'abord de deux articles qui ne concernent pas l'Amérique du Nord, mais l'Australie. L'un d'eux est intitulé : « En Australie, les syndicats font grève au sujet de l'environnement²⁷. » Dans les deux cas, on rapporte

24. Michael McClosky, *Labor and Environmentalism : Two Movements That Should Work Together* (brochure), San Francisco, Sierra Club, 1973, p. 1.

25. *Ibid.*, p. 3.

26. Jeanne Stellman et Susan Daum, *Work is Dangerous to Your Health*, New York, Random House, 1973.

27. Jon Tinker, « Tin-hatted conservationist », *New Scientist*, 6 juin 1974; et « In Australia, Unions Strike for the Environment », *Conservation Foundation Letter*, novembre 1975.

comment les syndicats, surtout ceux de gauche, s'y prennent pour protéger l'environnement. Ainsi, les débardeurs australiens ont refusé de charger de l'uranium pour l'exportation, parce que l'énergie nucléaire ne leur paraissait pas souhaitable, du point de vue sociopolitique et environnemental. Des syndicats de la construction ont refusé de réaliser certains projets, pourtant approuvés, parce qu'ils auraient détruit des espaces verts à proximité ou à l'intérieur de grandes agglomérations.

Au Canada, le journal *Alternatives*, auquel j'ai collaboré pendant plusieurs années, a été le promoteur d'une série de conférences réunissant des syndicalistes et des environmentalistes au cours des années 1973-1975. Un article dans le numéro d'hiver de cette publication, en 1975, donne une idée des sujets discutés au cours de ces colloques d'une semaine²⁸. À cette époque, nous ne savions même pas que les T.U.A. entretenaient des rapports avec le mouvement environnemental depuis quelques années.

Un nombre indéterminé de conférences entre syndicalistes et environmentalistes ont eu lieu aux États-Unis et au Canada, sans que les milieux universitaires en aient tenu compte. Voici les plus récentes qui furent portées à ma connaissance.

En mai, 1976, les T.U.A. réunissaient à un colloque plus de 600 délégués des syndicats, des groupes d'environnement et d'organisations locales de toutes les parties des États-Unis. Cette conférence intitulée : *Travailleur ensemble pour l'environnement, la justice économique et l'emploi*, eut un impact considérable, surtout dans les milieux concernés par l'environnement²⁹, et certains l'ont même considérée comme l'amorce d'une coalition politique des syndicalistes et des environmentalistes en Amérique du Nord. C'était une évaluation trop optimiste, même si la conférence avait marqué une étape capitale dans la coopération entre les deux groupes.

Dans le contexte canadien, il faut mentionner la conférence sur *l'Énergie et le travail* convoquée en janvier 1978, par la Fédération du travail de l'Ontario, et surtout, la *Conférence sur l'emploi et l'environnement* organisée par le Congrès du travail du Canada, en février 1978. Cet événement eut une grande répercussion dans les média d'information, et souligna l'intérêt que porte le mouvement syndical à ces questions. Cependant, Donald Montgomery, le représentant du C.T.C., adopta dans son discours une attitude ambiguë, en prétendant que les syndicats doivent toujours favoriser la création d'emplois, plutôt que la protection de l'environnement. Sur ce point, le ministre libéral de l'Environnement, M. Jean Marchand, émit une opinion plus éclairée en rejetant la notion que la protection de l'environnement nuit à la création d'emplois; il a cité un grand nombre de faits prouvant le contraire. La Fédération du travail de l'Ontario, ainsi que plusieurs délégués des autres provinces ont exprimé des opinions plus environmentalistes.

28. (T.F. Schrecker, sans signature), « Labour and Environment : Alternatives Conference Report », *Alternatives*, 4, hiver 1975, p. 34-43.

29. Voir *Environmentalists for Full Employment*, n° 3, automne 1976, p. 1; *Science for the People*, juillet 1976, p. 26-31; *Conserver Society Notes*, 1:1 (Spring, 1978).

En octobre 1980, plus de 800 délégués syndicaux ont assisté à une conférence intitulée : *Première Conférence nationale du travail pour l'énergie sécuritaire et le plein emploi*. L'assistance à cette réunion a dépassé toutes les espérances : neuf syndicats internationaux y étaient représentés, notamment ceux de l'auto, des machinistes et des mineurs, ainsi que 57 syndicats de 31 états, même si les organisateurs n'avaient pas caché le fait qu'il existe des divergences au sein des syndicats concernant la politique énergétique. La conférence s'est prononcée contre l'énergie nucléaire, et elle fut l'objet d'un piquetage de la part d'un syndicat de la construction qui favorise la création de centrales nucléaires. Au Canada, on tente également d'organiser une coalition syndicale antinucléaire, et les Métallos unis, qui représentent les mineurs d'uranium, se sont *opposés* à l'expansion de l'extraction de l'uranium en Colombie britannique, en invoquant des raisons de santé.

LES MALADIES INDUSTRIELLES COMME PROBLÈMES D'ENVIRONNEMENT

Le problème des maladies industrielles remonte au temps des Romains. Des documents datés de 1472 attestent que plusieurs industries, et notamment celle des mines, ont fait l'objet de rapports sur cette question³⁰. En 1556, Georgius Agricola parlait déjà d'une maladie provoquée par des radiations, chez les mineurs, des siècles avant la création du mot cancer. Ramazzini, un professeur de médecine italien, a publié dès 1713, une étude incroyablement précise et complète sur les maladies industrielles. Cependant, avant notre époque, presque rien n'a été fait à ce sujet, et cela, pour des raisons évidentes : les luttes ont d'abord pour objectif d'établir un salaire raisonnable, et ensuite seulement, de protéger la santé et la sécurité au travail. En Grande-Bretagne, certaines mesures de protection furent établies dans les années 20, mais en Amérique du Nord, le processus a été beaucoup plus lent. Bien que la fameuse grève de l'amiante, au Québec, dans les années 40 ait été provoquée en partie par des revendications concernant la santé, en Amérique du Nord anglophone, rien de semblable ne s'était produit, même à cette époque tardive.

Dans ce domaine, ce sont encore les États-Unis qui ont précédé le Canada. L'initiative a été prise par les mêmes syndicats qui ont collaboré avec les environmentalistes, notamment les Travailleurs du pétrole, de la chimie et de l'industrie atomique, et d'autres syndicats. Franklin Wallick, le directeur du journal des T.U.A., *Washington Report*³¹, a joué un rôle capital dans la création d'une législation fédérale concernant la santé au travail, aux États-Unis, qui s'est concrétisée dans la Loi sur la santé et la sécurité au travail, de 1970. Ce même Wallick publiait en 1972, le livre de poche intitulé : *le Travailleur américain : une espèce en danger*, qui mettait à la portée d'un vaste public, des chiffres concernant le nombre incroyable de victimes des industries du charbon et du textile, notamment.

30. Documentation historique détaillée dans Lloyd Tataryn, *Dying for a Living*, Montréal, Demeau et Greenberg, 1979.

31. *Washington Report* est une publication hebdomadaire qui en est à son 18^e volume; disponible au bureau de Washington des T.U.A., U.A.W. 1125 15th St., N.W., Washington D.C.

Les environmentalistes n'ont pas soulevé cette question avant les années 70. Au début de 1972, Wallick publiait des articles sur la santé au travail dans des publications environmentalistes, notamment dans *Environmental Action*³². À cette date, les T.U.A. avaient imposé dans certaines ententes collectives, des clauses concernant la protection de la santé au travail. Ainsi, dans une convention signée avec Chrysler Canada, en 1973, il est stipulé qu'un comité conjoint représentant la direction et les travailleurs devra faire une inspection hebdomadaire de chaque usine, pour garantir «un environnement sécuritaire, salubre et sanitaire³³». Une autre clause inaugure une pratique à peu près inexistante dans l'industrie canadienne, en précisant que la compagnie doit : «sur requête, révéler la nature de tout produit chimique, ou de matières dangereuses que manipulent les employés...³⁴

Le premier environmentaliste à établir un lien direct entre les maladies industrielles et la pollution en général, ce fut Barry Commoner qui publia en 1973, dans le magazine *Environment*, un article d'une importance historique intitulé : «Workplace Burden³⁵. Commoner rappelle l'histoire de l'insecticide PCB (paradichlorobenzène), histoire qui a commencé en 1966, quand le scientifique suédois Jensen a découvert des concentrations de PCB dans le poisson de la Baltique et dans les plumes des aigles. Puis, en 1969, le saumon du lac Michigan fut déclaré impropre à la consommation parce qu'il contenait un excès de PCB. De 1961 à 1966, une centaine de rapports scientifiques furent publiés concernant la présence et les effets du PCB dans l'environnement. Commoner note que la production du PCB a commencé en 1929 et que c'est en avril 1930 que l'on a observé chez un travailleur de l'usine de Georgia, le premier cas de «chloracné» (une grave maladie de la peau). En 1933, 23 des 24 travailleurs de l'usine en étaient atteints. On ne s'est pas préoccupé de ces symptômes; l'industrie s'est développée, l'environnement général fut contaminé, et ce n'est qu'en 1970 que l'on a pris certaines mesures concernant le PCB. Apparemment, les scientifiques des années 60 s'intéressaient plus au sort des poissons et des oiseaux, que ceux des années antérieures ne se préoccupaient de la santé des travailleurs industriels.

Outre l'article de Commoner, de nombreuses publications ont fait état de l'origine sociale de plusieurs maladies, soit dans l'industrie, soit dans l'environnement. Le groupe de Nader a publié *Bitter Wages* en 1972³⁶. Elliot Leyton a publié *Dying Hard*, en 1975, pour raconter la tragédie des mineurs de spath fluor, à Terre-Neuve³⁷. Erick Eckholm, du Worldwatch Institute, dans son livre : *The Picture of Health*, démontre que le cancer est une maladie de la

32. Wallick, Franklin, *The American Worker : An Endangered Species*, New York, Ballantine Books, 1973 et «Factory Pollution: It doesn't go up the Chimney», *Environmental Action*, 4, janvier 1972, p. 3-5.

33. U.A.W.-Chrysler Corporation, «Memorandum of Understanding, Health and Safety», septembre 1973, miméo., p. 2.

34. *Ibid.*, p. 6.

35. Barry Commoner, «Workplace Burden», *Environment*, 15, juillet-août 1973, p. 15-20.

36. Joseph A. Page et Mary-Win O'Brien, *Bitter Wages*, New York, Grossman Publishers, 1973.

37. Elliot Layton, *Dying Hard*, Toronto, McClelland and Stewart Ltd, 1975.

société industrielle³⁸. Le chef-d'œuvre du genre, écrit par Samuel Epstein et intitulé : *The Politics of Cancer*, fut publié par le Sierra Club³⁹. Epstein décrit d'une façon détaillée, précise et percutante les causes du cancer, et les faiblesses de la réglementation gouvernementale. La publication de ce livre par un important organisme environnemental montre bien jusqu'à quel point l'environnementalisme s'est libéré de ses origines petites-bourgeoises. Au Canada ces questions sont traitées plus en profondeur dans les livres publiés récemment par Ross Howard et Lloyd Tataryn⁴⁰. En lisant ces publications dans le contexte établi par Commoner, on fait nécessairement le lien entre l'inquiétude des travailleurs concernant les maladies industrielles, et celle des environnementalistes concernant la pollution et le rejet de substances toxiques⁴¹.

L'EMPLOI ET LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Si les substances toxiques sur les lieux de travail et dans l'environnement peuvent inciter les travailleurs et les environnementalistes à coopérer, il n'en existe pas moins une contradiction entre les réclamations des environnementalistes et la création d'emplois. Selon le sens commun, un employeur peut dépenser son argent, soit pour restreindre la pollution, soit pour augmenter les salaires; on peut réaliser un projet énergétique et créer des emplois, ou ne pas le réaliser, et créer du chômage; la fabrication de contenants jetables donne du travail, autrement, on élimine des emplois. Les publications concernant l'environnement et l'emploi sont d'une grande importance pour démontrer, non seulement que ces opinions sont fausses, mais que le contraire est vrai. Cette documentation a une histoire qui mérite d'être rappelée brièvement.

Les premières études qui nous concernent étaient des enquêtes sur la qualité de la vie en fonction de divers scénarios énergétiques. C'est dans ce sens que l'article intitulé : «Energy and Well-Being» publié par Kakhijani et Lichtenberg, en 1972, était intéressant, comme l'étaient les commentaires de Brian Kelly, de Pollution Probe (Toronto) aux audiences sur la Baie de James, la même année⁴². Makhijani et Lichtenberg ont simplement noté qu'il existait une grande disparité dans la consommation d'énergie per capita, entre les nations d'un standard de vie équivalent (en terme de Produit National Brut per capita). Pour la même unité d'énergie, la Nouvelle-Zélande obtient deux fois et demi plus de PNB que la Grande-Bretagne. On estimait que le Canada et les États-Unis avaient un standard de vie plus élevé, ce qui était vrai en terme de PNB, à cette époque. Mais les conclusions les plus étonnantes résultaient de la comparaison de la Nouvelle-Zélande, de la Scandinavie ou de l'Allemagne de l'Ouest, avec l'Amérique du Nord. On établissait, bien que cela

38. Erik P. Eckholm, *The Picture of Health: Environmental Sources of Disease*, New York, W.W. Norton & Co., Inc., 1977.

39. Samuel S. Epstein, *The Politics of Cancer*, San Francisco, Sierra Club Books, 1978.

40. Ross Howard, *Poisons in Public*, Toronto, James Lorimer & Company Publishers, 1980 et Lloyd Tataryn, *Dying for a Living*, Montréal, Deneau et Greenberg, 1979.

41. Voir également mon article : «Guilty Until Proven Innocent», dans *Nature Canada*, avril/juin 1980.

42. Brian Kelly, in Fikret Berkes (édit.), *James Bay Forum*, Montréal, James Bay Committee, 1973, p. 107-109.

ne soit pas encore universellement admis, qu'il n'existe pas un rapport d'égalité entre l'énergie utilisée et le degré de prospérité, au niveau de l'emploi en particulier.

À mesure que le chômage augmentait, on s'intéressait davantage à la question spécifique de l'emploi en rapport avec l'environnement. Vers 1975, aux États-Unis, des groupes d'environnementalistes et des syndicats en étaient arrivés à la conclusion que la protection de l'environnement pouvait être un facteur de *création* d'emplois. En 1975, le *Bulletin* du Sierra Club a publié un article par Patrick Heffernan, basé sur des rapports de l'Environmental Protection Agency (EPA) démontrant, à l'aide d'une analyse macro-économique, que dans l'ensemble, les mesures de contrôle de la pollution n'avaient pas engendré de pertes d'emplois. En fait, très peu d'usines avaient fermé, et beaucoup de nouveaux emplois résultaient de la fabrication, de l'installation et de l'entretien des équipements antipollution⁴³. En 1976, le syndicat international des travailleurs du bois a publié: «The Energy Dilemma — What It Means to Jobs», de l'économiste R. Denny Scott, qui adoptait les conclusions de *A Time to Choose*, de la Fondation Ford, et de plusieurs autres sources, à l'effet que la conservation de l'énergie pouvait se faire sans pertes d'emplois⁴⁴. *Rain*, une importante publication environnementaliste, a résumé cette étude et plusieurs autres dans son numéro de décembre 1976⁴⁵.

Des recherches semblables ont été poussées plus loin, vers le milieu des années 70, par Bruce Hannon et ses collègues du Center for Advanced Computation de l'Université de l'Illinois, à Urbana-Champaign.

Ce groupe a publié des douzaines de rapports concernant les effets sur l'emploi des politiques de protection de l'environnement et des habitudes individuelles relatives au transport, à la production d'aliments, à l'énergie, aux programmes sociaux, etc.⁴⁶. Leurs conclusions confirment le principe général établissant que les mesures de protection de l'environnement créent au moins autant d'emplois, que l'abstention dans ce domaine.

En 1978 et 1979, on a commencé à intégrer les résultats de ces recherches dans l'analyse plus globale de l'économie nord-américaine. C'est notamment l'orientation du discours de Barry Commoner à la conférence sur l'emploi et l'environnement, du Congrès canadien du travail, discours publié dans *Alternatives*⁴⁷. Un livre essentiel intitulé: *Energy, Jobs and the Economy*, a été publié par Grossman et Daneker, du mouvement environnementaliste pour le plein emploi. Jusqu'à présent, c'est l'étude la plus complète sur le sujet⁴⁸.

43. Patrick Heffernan, «Jobs and the Environment», *Sierra Club Bulletin*, avril 1975.

44. R. Denny Scott, *The Energy Dilemma — What It Means to Jobs*, Département de la recherche, International Woodworkers of America, Portland, Oregon, 1976.

45. Le magazine *Rain* est souvent une excellente source bibliographique comprenant des annotations; les renseignements à ce sujet ont paru dans le numéro de décembre, 1976.

46. Bruce M. Hannon, *Energy, Growth and Altruism*, Urbana, Ill., Center for Advanced Computation, University of Illinois, a Urbana-Champaign, 1975.

47. Barry Commoner, «Energy and Labour: Job Implications of Energy Development or Shortage», *Alternatives*, 7, été, 1978, p. 4-13.

48. Richard Grossman and Gail Daneker, *Energy, Jobs and the Economy*, Boston, Alyson Publications, Inc., 1979.

Grossman et Daneker affirment que l'augmentation de l'énergie réduit le nombre d'emplois, et ils démontrent d'une façon convaincante que la conservation produit l'effet contraire. Le sénateur Kennedy a déposé ce livre au Congrès, livre qui a provoqué des commentaires favorables de la part de dirigeants syndicaux progressistes, tels que William Winpisinger, de l'Association Internationale des Machinistes.

Au Canada, cette question a attiré l'attention des fonctionnaires de divers ministères, qui ont publié des études, notamment concernant l'énergie solaire et l'emploi⁴⁹, ainsi que sur les effets sur l'emploi des mesures antipollution appliquées à l'industrie de la pâte et du papier de l'Ontario (l'industrie responsable à 85% de la pollution de l'eau dans la province)⁵⁰. Ces études proviennent de fonctionnaires favorables à la protection de l'environnement⁵¹. De même, en plusieurs occasions, les représentants syndicaux canadiens ont élevé la voix sur cette question au cours d'enquêtes gouvernementales. Par exemple, voici les propos de C. Pilkey, président de la Fédération du Travail de l'Ontario, devant la Commission royale sur l'Environnement du grand Nord :

... le mouvement ouvrier refuse de tomber dans le piège de l'industrie concernant la nécessité d'échanger la protection de l'environnement contre des emplois [...] Nous ne sommes plus aussi naïfs...⁵²

Pilkey s'est prononcé pour le développement de l'énergie renouvelable dans le Nord.

En apparence et d'une façon générale, on peut dire que les environnementalistes et les syndicalistes se sont rapprochés, au cours de la dernière décennie. Il y a des syndicats qui continuent de s'opposer à des mesures de protection de l'environnement, parce qu'ils estiment que des emplois sont menacés, mais cette attitude est loin d'être aussi générale que les médias voudraient nous le faire croire. Malgré les ententes, il existe aussi de profondes divergences dont je parlerai plus bas; mais le plus décevant, c'est peut-être de constater que même unis, ces deux mouvements n'ont pas encore un poids politique suffisant pour influencer sur les décisions concernant l'énergie et l'environnement.

CONCLUSIONS

Donc, à beaucoup d'égards, les conflits entre les travailleurs et les environnementalistes sont plus imaginaires que réels, plutôt fabriqués par les médias que ressentis dans la vie quotidienne. Plusieurs substances toxiques maintenant répandues dans la nature étaient, auparavant, confinées aux lieux de travail.

49. Peter A. Victor *et al.*, *Solar Heating and Employment in Canada*, Energie, Mines et Ressources du Canada, Rapport ER-79-1.

50. J.A. Donnan et P.A. Victor, *Alternative Policies for Pollution Abatement: The Ontario Pulp and Paper Industry*, 3 vol. Toronto, ministère de l'Environnement, octobre 1976.

51. De tels rapports ne sont pas toujours publiés dans des secteurs «progressistes». Une des meilleures études est celle de David Brooks, du Conseil économique du Canada (Ottawa, 1978).

52. Clifford Pilkey, cité dans Kari Lie, *A Submission to the Royal Commission on the Northern Environment*, Toronto, Conservation Council of Ontario, 1980.

Certaines formes de pollution industrielle, notamment la poussière dans les mines et les usines, la chaleur et le bruit, se répandent rarement dans l'environnement. Néanmoins, il faudra sans doute commencer par rendre salubres les lieux de travail, si l'on veut préserver la qualité de la vie. En ces matières, il n'est pas question de choix entre l'une ou l'autre option, pas plus qu'entre un haut niveau d'emploi ou la lutte antipollution. Une des principales difficultés, c'est d'en arriver à sensibiliser à ces problèmes la masse des syndicalistes et d'obtenir l'appui de l'ensemble des environmentalistes. Ce pourrait être la tâche des intellectuels de gauche, mais, en général, la gauche nord-américaine a été très lente à s'impliquer dans ces débats; le plus souvent, la gauche traditionnelle a cru bon de rejeter l'environmentalisme, en le qualifiant de mouvement purement petit-bourgeois⁵³. À ma connaissance, il n'existe presque pas d'études concernant les maladies industrielles ou le rapport emplois-environnement qui tentent de rattacher ces questions aux préoccupations traditionnelles de la gauche, en Amérique du Nord.

Pourquoi, par exemple, les travaux sur le rapport emplois-environnement ont-ils eu une portée politique si restreinte? Une des raisons fondamentales, à part la puissance politico-économique des compagnies, c'est le fait qu'il n'existe pas d'institutions pour défendre les emplois et les profits qui pourraient être créés. Par exemple, le syndicat représentant les travailleurs qui fabriquent des contenants jetables est favorable à cette pratique polluante; par contre, personne ne représente les travailleurs qu'on pourrait engager pour ramasser, transporter et nettoyer les bouteilles recyclables. Ce raisonnement s'applique à un grand nombre de secteurs industriels comprenant les métaux, l'énergie, les autos et les appareils. Il faut moins d'acier pour fabriquer des petites voitures, et si les voitures et les pneus durent plus longtemps, il faudra diminuer le nombre des travailleurs de l'auto. Il n'y a pas de doute que certaines mesures pour la protection de l'environnement ont tendance à réduire la demande de main-d'œuvre dans les industries lourdes, où les travailleurs sont organisés. Mais d'autres mesures environnementales créent de nouveaux besoins. Quels en seraient les effets incitatifs sur l'emploi? sur les conditions sociopolitiques? Qu'est-ce qui se produirait si des changements dans l'environnement ne créaient pas toujours des emplois dans les secteurs syndiqués? Est-ce que les travailleurs dans certains secteurs comme la réparation, le recyclage, la construction plus décentralisée et à plus petite échelle seraient plus difficiles à organiser? (ils l'ont été dans le passé, évidemment.) Cela pose donc deux défis aux syndicats et à la gauche: syndiquer les non-syndiqués et mener la lutte pour le maintien du niveau d'emploi dans les industries organisées où le travail viendrait à manquer.

Dans une perspective de préservation, les travailleurs doivent de nouveau tenter de transformer l'accroissement de la productivité en réduction des heures de travail, plutôt qu'en hausses de salaires (ou parallèlement) afin que la réduction de la demande n'entraîne pas de licenciements. La plupart des environmentalistes en sont venus à considérer le PNB comme une mesure

53. Hans Magnus Enzenberger, « A Critique of Political Ecology », *New Left Review* 84, mars/avril 1974, p. 3-31. Enzenberger fait un certain nombre de remarques pertinentes: voir ma note n° 2.

négative de la production de biens et d'énergie. Les meilleurs moyens d'assurer la protection de l'environnement sont la production de biens plus durables et réutilisables, la réparation, le recyclage et la conservation de l'énergie. Ce n'est pas grave s'il y a déclin de la valeur totale des produits : dans de telles circonstances, on peut quand même améliorer la qualité de la vie. On peut douter également de la valeur de certains services — comme, par exemple, l'activité surtout non-préventive de l'industrie médicale.

Quand on considère ces questions — et beaucoup de travail d'analyse reste à faire — on note une divergence fondamentale entre les mouvements environnemental et syndical dans leur attitude face à la technologie : les syndicats craignent le chômage technologique ; les environnementalistes craignent la productivité technologique. Les environnementalistes — surtout les internationalistes et les socialistes — s'interrogent au sujet du niveau total de production matérielle en Amérique du Nord. Les travailleurs n'ont jamais obtenu, même relativement, une participation égale aux richesses de l'Amérique du Nord, et c'est pourquoi ils acceptent parfois cette thèse de l'industrie : « nous » devons produire plus grâce à une productivité accrue.

Marx affirmait que l'instauration du communisme exigeait l'abondance. Si le globe doit se développer au point où nous en sommes sans détruire la biosphère, on doit en conclure que les Nord-Américains ont déjà atteint (en termes de produits et d'énergie de transformation) le niveau d'abondance auquel ils peuvent prétendre. Tout ce qu'on pourrait dire maintenant, c'est que les environnementalistes et les syndicalistes peuvent travailler ensemble à résoudre des problèmes pratiques, mais qu'ils sont loin de s'entendre sur les questions théoriques. Ils peuvent et doivent joindre leurs efforts tout au moins sur le plan politique, s'ils veulent réussir. C'est dans ce processus qu'ils pourront résoudre leurs divergences plus profondes.

Il est plus facile à ceux qui ont joui toute leur vie de la sécurité et de certaines satisfactions de prêcher le détachement des biens matériels. C'est ce que les environnementalistes qui collaborent avec les travailleurs pourraient arriver à comprendre mieux. Pour l'un d'entre eux, William Leiss, le fétichisme de la marchandise prend racine dans le non-sens du processus de production⁵⁴. C'est ce qu'affirme également Andre Gorz dans sa théorie «préenvironnementaliste» : *Strategy for Labour*⁵⁵. Il se peut que la satisfaction que procure le travail ne soit possible désormais qu'en dehors de la production industrielle⁵⁶. Ce serait peut-être ce qui empêcherait le fétichisme de la marchandise d'envahir le globe, causant ainsi des dommages irréparables à l'environnement.

Il se peut que la réconciliation des points de vue entre les travailleurs et les protecteurs de l'environnement passe par l'acceptation d'une production automatisée, par la lutte pour la réduction des heures de travail, et par la

54. William Leiss, *The Limits to Satisfaction*, Toronto, University of Toronto Press, 197.

55. Voir Andre Gorz, *Strategy for Labor*, Boston, Beacon Press, 1975, pour une bonne argumentation concernant l'économisme des salaires.

56. La définition de l'aliénation par Weber peut être considérée comme plus significative que celle de Marx. Gorz semble en tenir compte dans son récent ouvrage : *Ecology as Politics*, Boston, South End Press, 1980, dans lequel il indique sa préférence pour un développement de coopératives à petite échelle, qui ne seraient pas orientées vers l'industrialisation et le marché.

réduction du « standard de vie » mesuré en termes de PNB⁵⁷. Terminons par une citation de Gorz, bien qu'elle semble optimiste dans le contexte de la menace soviétique qui pèse sur la Pologne et de la puissance accrue des multinationales du pétrole :

Le capitalisme orienté vers la croissance est mort. Le socialisme orienté vers la croissance, et qui lui ressemble comme un frère, reflète l'image grimaçante de notre passé, et non pas notre avenir...⁵⁸

RÉSUMÉ

Cet article décrit et analyse les rapports entre deux mouvements : le syndicalisme et le mouvement environnemental en Amérique du Nord anglophone. L'auteur discute d'abord des origines du mouvement environnemental dans les mouvements de conservation, qui sont distincts et plus anciens, en examinant les conflits possibles entre le mouvement environnemental et la gauche traditionnelle. Il présente ensuite un bref historique des contacts récents au niveau organisationnel entre les syndicats et les groupes environnementaux et rend compte de la documentation sur deux sujets importants et connexes : l'hygiène industrielle (pollution sur les lieux de travail) et l'impact des demandes des groupes environnementaux sur les niveaux d'emploi. En conclusion l'auteur analyse les perspectives à long terme pour la coopération entre les groupes environnementaux et le mouvement syndicaliste.

* * *

SUMMARY

This article describes and analyses the relationship between two movements : trade unionism and environmentalism, in English-speaking North America. It begins with a discussion of the origins of environmentalism in the earlier and distinct conservation movements. It discusses potential conflicts between environmentalism and the traditional left. It then presents a brief history of recent organizational contacts between trade unions and environmental groups and reports on two important and related bodies of literature : that on occupational health (work place pollution) and that on the impact of environmentalist demands on employment levels. By way of conclusion the article analyses the long-term prospects for cooperation between environmentalists and the labour movement.

* * *

RESUMEN

Este artículo describe y analiza la relación entre dos movimientos : sindicalismo y ecología en la parte de habla inglesa de América del Norte. En primer lugar analiza los orígenes de la ecología en sus comienzos y distintos movimientos de conservación. Discute sobre los conflictos potenciales entre el movimiento ecológico y la izquierda tradicional. Luego presenta una breve historia de los contactos recientes entre los sindicatos y los grupos ecológicos. Informa sobre dos importantes y relacionados temas de las publicaciones : la salud en el trabajo (contaminación de los lugares de trabajo) y el impacto de los requerimientos del movimiento ecológico a nivel del empleo. Como conclusión el artículo analiza las perspectivas de cooperación a largo plazo entre el movimiento ecológico y el movimiento obrero.

57. Dans cette perspective, la réduction des besoins en marchandises et en services, est considérée comme favorable aux travailleurs, et défavorable seulement à ceux qui veulent augmenter leurs profits.

58. Curieusement, cela est cité par Louise Beaulieu dans son compte rendu de Gorz, dans le journal industriel *Canadian Renewable Energy News*, Novembre 1980, p. 25.